



Médias

L'hebdomadaire *Politis* en difficulté

L'hebdomadaire *Politis* paraît le jeudi. Mais va-t-il continuer à paraître ? Cela suppose que *Politis* surmonte la crise qu'il connaît actuellement. Ainsi, la société éditrice (SAS *Politis*) est placée depuis le 8 août et pour deux mois, sous administration judiciaire. Parmi les principaux actionnaires, on trouve *Le Monde diplomatique* dont on connaît les qualités de rigueur. *Politis* s'inscrit dans la même logique.

Politis, écrit la société des rédacteurs dans un communiqué ⁽¹⁾, porte sur l'actualité « *un regard singulier* ». Les journalistes ne tiennent jamais « *a priori pour évidents les engouements, les idées et les opinions qui dominent l'univers médiatique* ». En outre, *Politis* se veut être « *le porte-parole d'aucun courant, et a fortiori d'aucun clan, ni l'organe d'aucune association ni d'aucun parti* ». La société des rédacteurs revendique « *un journalisme engagé, mais toujours critique* »...

Dans son communiqué, la société des rédacteurs précise que jamais le journal n'a été aussi proche

de l'équilibre. Jamais il n'a compté autant d'abonnés. Et « *jamais sa rédaction ne s'est sentie aussi unie autour d'un projet et d'une conception rédactionnelle* ». Mais alors où sont les problèmes ? Pour la société des rédacteurs, *Politis* subit les effets d'une absence de travail de développement, ainsi que les « *carences d'une direction générale* »...

Pour sortir de sa crise actuelle et même en sortir renforcé, *Politis* a manifestement besoin de soutiens. La rédaction compte sur la fidélité de ses lecteurs.



Gérontologie

Alzheimer, jusqu'au bout de la vie Jeudi 21 septembre, à 23h

Le jeudi 21 septembre sera la Journée nationale de la maladie d'Alzheimer. A cette occasion, France 2, à 23h, diffusera un documentaire de Laurence Serfaty : *Alzheimer, jusqu'au bout de la vie* (52'). Voici comment l'auteure-réalisatrice présente son film.

Le film raconte l'histoire des personnels et résidents de deux « maisons de retraite » hébergeant des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. L'une d'elles se situe au Québec, à Trois-Rivières : c'est la maison Carpe Diem. Un endroit unique, véritable lieu de vie, une maison

chaleureuse et « normale », où les résidents ne passent pas leur temps à attendre la mort. La philosophie des lieux, élaborée année après année par Nicole Poirier, la directrice, et toute son équipe, repose sur l'idée principale de « *bâtir chaque jour une belle journée* ». En se fondant sur

⁽¹⁾ – *Politis* n° 916 du 7 septembre 2006.

« tout ce qui fonctionne encore », malgré la maladie, plutôt qu'en butant sur les handicaps. Le pivot de cette approche, c'est l'empathie. « Occupons-nous des personnes atteintes en essayant de comprendre les réalités, et les besoins de chacun, plutôt qu'en plaquant des réponses toutes faites et uniformes pour tous », explique en substance Nicole Poirier pour qui la personne ne doit pas disparaître derrière sa maladie.

En France, on s'intéresse de plus en plus à cette vision. Des responsables d'établissement, comme la directrice de l'EHPAD ⁽²⁾ de Longuenesse, dans le Pas-de-Calais, veulent faire évoluer l'accompagnement de leurs résidents et font appel à Nicole Poirier. Pourtant, l'organisation de ce type d'établissement, centré sur le soin et non pas sur

la personne, est peu comparable à celle de Carpe Diem.

Nicole Poirier vient néanmoins transmettre son approche qui passe souvent par « des toute petites choses » : ne pas dire « on » en s'adressant à la personne, savoir capter son attention, se mettre en pyjama la nuit par souci de cohérence.

Et puis, surtout, savoir prendre des risques et ne pas toujours se conformer aux réglementations qui limitent, par exemple, l'accès des cuisines aux personnes âgées. Une approche qui séduit mais rencontre également des résistances. Pas si simple de considérer la personne atteinte d'Alzheimer comme un être humain riche de toute une vie passée et toujours désirant.



A votre agenda

Les femmes, actrices du développement le 30 septembre, à Laval

Le samedi 30 septembre 2006, de 9h45 à 17h30, au FJT des Pommeraies, à Laval, la Coordination des associations de solidarité internationale de la Mayenne (CASI 53) organise une journée de réflexion-formation sur le thème « Les femmes, actrices du développement ». L'objectif est de mieux connaître les statuts des femmes dans les sociétés du Sud et de comprendre leur place et leur rôle dans les actions de « développement »...

Le matin, intervention de Many Camara, sociologue, sur le statut des femmes dans les

sociétés africaines, et de Fatimata Warou, responsable de programmes de formation au Niger. L'après-midi, intervention de Haoua Ba, de l'association « Femmes de la terre ».

Participation aux frais : 10 euros (gratuit pour les lycéens, étudiants, chômeurs) ; 5 euros pour une demi-journée. Repas tarif FJT à régler sur place.

Inscriptions le plus tôt possible et pour le 22 septembre dernier délai, à la CASI 53 (tél. 06.86.37.45.07, mél. casi.mayenne@wanadoo.fr).

En bref...

Le suicide comme fait social : dans *Alternatives Économiques* n° 250 de septembre 2006, Pascal Combemale livre une réflexion sur le suicide comme fait social : « L'analyse du suicide, acte éminemment individuel, comme fait social, avec ses régularités et ses évolutions, marque la spécificité de la sociologie comme science ».

(Trois pages – consultables au CEAS).

La pensée hebdomadaire

« En Grande-Bretagne, Tony Blair a récemment demandé aux Britanniques de prendre leur santé en main, estimant que chacun devait assumer ses "choix de vie". Certains gros fumeurs sont d'ailleurs déjà interdits d'hôpital s'ils refusent d'arrêter de fumer. Il n'y a pas de liberté sans responsabilité ».

Je an-Michel Dumay, « La dernière cigarette » (chronique), *Le Monde* du 29 août 2000 (page 2).

⁽¹⁾ – EHPAD : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.